



L'omelette de Saakashvili

Par [Giulietto Chiesa](#)

Région : [Russie et CEI](#)

Mondialisation.ca, 01 septembre 2008

[il manifesto](#) 31 août 2008

source de la photo: [Corse matin](#)

La reconnaissance explicite par la Russie de la souveraineté de l'Ossétie du Sud et de l'Abkhazie a soulevé des vagues d'indignation dans presque toutes les chancelleries occidentales. Qui prennent l'air d'avoir été surprises. En réalité Dmitri Medvedev n'a rien fait d'autre que donner libre cours à ce qu'il avait déjà dit explicitement au cours des combats.

Le gouvernement russe - avait déclaré le chef du Kremlin- se règlera sur la base de la volonté exprimée par les peuples d'Ossétie du Sud et d'Abkhazie. Et établira sa propre politique extérieure sur la base de cette volonté. Un peu de réalisme serait utile : la Russie ne reviendra pas en arrière, donc, lui demander de le faire n'a aucun sens. Malheureusement pour la Géorgie et ses habitants, c'est là la conséquence aussi inévitable que logique de la terrible erreur de calcul de Saakashvili et de ses conseillers étasuniens, quels qu'ils aient été.

On ne devrait pas oublier - ceux qui continuent à décrire les « prétentions » de l'ours russe et de ses « ruses cruelles » - que Moscou, avant l'agression géorgienne contre l'Ossétie du Sud, n'avait reconnu la souveraineté d'aucune de ces deux régions qui s'étaient autoproclamées indépendantes. Et que cette situation durait depuis bien 12 années. Quelles qu'en soient les raisons, il n'en demeure pas moins que Moscou n'a pas voulu forcer la situation ni créer de choix irréversibles jusqu'aux événements de ce mois d'août.



Un soldat russe de maintien de la paix à la frontière de l'Abkhazie avec la Géorgie le long de la rivière Enguri.

(Photo : Reuters)

Maintenant les oeufs sont cassés. C'est Saakashvili qui l'a fait, pas Poutine ou Medvedev. Demander à la Russie de reprendre ces oeufs n'a aucun sens. Il faudra à présent beaucoup de sang froid et un réexamen de tout le panorama. Alors qu'au contraire la nervosité étasunienne exsude en Europe à Tallin, Riga, Vilnius, Varsovie et – plus que partout ailleurs- Kiev. Il a été évident immédiatement après la dévastatrice défaite militaire géorgienne, que l'Europe réagissait en ordre dispersé. Deux perceptions différentes et, d'une certaine façon, opposées se sont manifestées quand les présidents des républiques baltes européennes, plus Kaschinsky et Youchenko, se sont rassemblés à Tbilissi pour soutenir l'agresseur ; alors que le reste de l'Europe prenait le temps de retrouver son souffle. A partir de là, soutenues par les vents atlantiques de Washington, se sont multipliés les appels à adopter une ligne dure contre Moscou : et, bien que Sarkozy ait gardé la tête froide à Moscou – en contribuant à fixer les lignes d'une trêve- la situation politico-diplomatico-militaire s'est sérieusement détériorée jusqu'à en arriver à ce glaçant ballet des navires de l'OTAN en Mer Noire, en face des bateaux russes. Il faudrait maintenant éviter que quelqu'un n'essaie de faire des trous dans le très fragile tissu de la trêve.

Et cela, aussi, parce que les endroits où ce tissu est très mince sautent aux yeux. La Russie fonde à présent sa position sur le document élaboré en 1999 par la Commission conjointe de contrôle (JCC) sous médiation de l'OSCE, l'Organisation pour la Sécurité et la coopération en Europe. Ce document a été signé par les quatre membres de la JCC : les gouvernements de Russie et Géorgie et les représentants d'Ossétie du Nord (République autonome et sujet fédéral de la Russie) et d'Ossétie du Sud, entité sans définition juridique précise, qui s'est proclamée indépendante.

Ce document, non seulement reconnaissait à la Russie un devoir de maintien de la paix, mais autorisait ses forces d'interposition à contrôler un « couloir de sécurité » large de 8 kilomètres, à partir de la frontière définie par l'accord de Dagomys en 1992 : c'est avec cet accord que s'était terminée – et dans ce cas là avec la médiation de la Communauté des Etats Indépendants (Csi)- la première guerre entre la Géorgie et l'Ossétie du Sud.

Les forces d'interposition russes étaient autorisées à installer une garnison dans certaines zones du territoire géorgien, dont une partie dans l'artère autoroutière principale qui traverse la Géorgie horizontalement, d'est en ouest. En réalité les russes n'avaient pas fait usage de cette autorisation, ils s'étaient établis à l'intérieur de l'enclave sud-ossète et participaient aux garnisons quadripartites et sans armes qui contrôlaient la ligne de frontière. Le tout sous la surveillance d'un groupe d'observateurs européens qui avaient des possibilités limitées de mouvement sur le territoire ossète et étaient basés à Tzkhinvali.

Il est à noter, enfin, que la ligne de démarcation de Dagomys concédait à l'Ossétie du Sud environ la moitié du territoire qui, à l'époque soviétique avait été donné au District Autonome de l'Ossétie du Sud à l'intérieur de la République Socialiste Soviétique de Géorgie. D'où naissent aujourd'hui les polémiques sur le « retrait » russe. Tout dépend de ce que l'on entend. Moscou déclare l'avoir effectué, et entend qu'elle est en train de contrôler maintenant l'ensemble du couloir prévu par l'accord Jcc. La Géorgie et nombre de journalistes occidentaux, qui voient les troupes russes contrôler la route géorgienne, affirment que les russes sont en-dehors du territoire de l'Ossétie du Sud. Ce qui est vrai mais n'implique aucune violation des accords précédents. Et après ce qui c'est passé, il

semble difficile de prétendre aujourd'hui que les Russes ne surveillent pas les mouvements éventuels des troupes géorgiennes très à proximité de la frontière. D'autant plus que Saakashvili avait effectué un geste très clair en Mars dernier en sortant unilatéralement des discussions quadripartites de 1999, de toutes façons paralysées depuis environs 4 ans. Il est évident que ce geste avait alarmé le Kremlin. Et cela explique parfaitement, en plus d'autres éléments que nous ne pouvons approfondir ici – pourquoi Moscou n'a pas été prise au dépourvu par l'attaque géorgienne du 7 août. Mais aujourd'hui non seulement la Jcc n'existe plus, la Géorgie est également sortie de la CEI, cette Communauté des Etat Indépendants que Eltsine avait créée comme feuille de vigne pour cacher la dislocation soviétique et faire tenir ensemble, d'une manière ou d'une autre, les douze républiques ex soviétiques restantes (sauf les trois baltes).

Donc formellement la Géorgie d'aujourd'hui ne reconnaît plus ni les accords de Dagomys, ni la JCC de 1999, ni le rôle des forces d'interpositions russes et, dernière rupture, elle a cessé toutes relations diplomatiques avec Moscou. Il suffit d'une allumette pour qu'un incendie éclate. La reconnaissance de la souveraineté des deux républiques et les accords de coopérations, y compris militaires, qui suivront immédiatement – est aujourd'hui le motif juridique qui autorisera la présence des troupes russes. C'est une jurisprudence assez faible. Il s'agit aujourd'hui de voir si l'Europe sera capable de convaincre la Géorgie de revenir au statut précédent. Peut-être en demandant à la Russie d'autoriser la présence d'un contingent d'observateurs européens dans ce couloir. Mais en tout cas, l'« intégrité territoriale » qui pouvait être revendiquée au niveau diplomatique, du moins en théorie, par Tbilissi, n'a plus aucune possibilité d'être restaurée. Dans cette nouvelle situation la Géorgie a perdu définitivement la possibilité même – tout à fait théorique (qui demeure pour la Moldavie, et l'Azerbaïdjan, de reprendre possession, on ne sait quand, de la Transnistrie et du Nagorny Karabakh) – de pouvoir reprendre le contrôle des territoires qu'elle revendique. Une entrée dans l'Otan transformerait la crise d'aujourd'hui en une confrontation militaire directe avec la Russie. Son entrée en Europe y apporterait la guerre.

Edition de dimanche 31 août 2008 de il manifesto

<http://www.ilmanifesto.it/Quotidiano-archivio/31-Agosto-2008/art47.html>

Traduit de l'italien par Marie-Ange Patrizio

La source originale de cet article est [il manifesto](#)
Copyright © [Giulietto Chiesa](#), [il manifesto](#), 2008

Articles Par : [Giulietto Chiesa](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez:

media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](http://mondialisation.ca) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca